PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

Journal de Syrie

N° 30 du 15.12 au 25.12.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Philip Giraldi* : Otan contre Syrie - Des avions de l'Otan à Iskenderun.

Mouna Alno-Nakhal : Syrie : Comment on transforme un homme en un être monstrueux.

Compassion à géométrie variable.

A.Chatta : L'archevêque Capucci : « La Syrie affronte un complot injuste visant à mettre fin à son rôle national historique.»

Ikram Ghioua : SYRIE : A qui profite la désinformation?

2 Politique Syrienne

1 Paroles & action du président

3 Les institutions

1 Ligue arabe

2 Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité condamne les attaques, bloque sur une résolution

Europe

Les grandes manœuvres

IRIB : L'historien français Borde: "le soutien par la France des gangs armés en Syrie est une agression contre un Etat membre de l'Onu

2 Les actions dans le monde

Usa

Un colonel américain dirige les groupes terroristes.

3 Les réactions dans le monde

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki manifeste son désaccord avec Obama sur la Syrie.

"Zaftra" (journal russe) dévoile un rôle turc dans la coordination des actes de sabotage contre la Syrie.

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

4-1 Louis Denghien : La-Télé nous offre 20 minutes « exceptionnelles » de désinformation et de bonne conscience sur Homs.
4-2 Gaston PELLET : 3D du dimanche 27.11.2011 - A France Inter

4-3 Jihad Makdessi : La Syrie fait l'objet d'une "guerre médiatique".

4-4 Webster Tarpley : « Les escadrons de la mort de la CIA derrière le bain de sang en Syrie. »

4-5 Thierry Meyssan : «L'expression printemps syrien est une pure fiction».

Tiré à part

Philip Giraldi* : Otan contre Syrie - Des avions de l'Otan à Iskenderun.

Les Américains devraient se faire du souci à propos des événements en Syrie, surtout s'ils envisagent de déclencher, comme en Libye, une guerre qui ne dira pas son nom, mais qui sera bien plus terrible encore. La secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, a d'ailleurs appelé au changement de régime et prédit une guerre, il y a quelques semaines. Et, cela est plus que probable si le régime de Bachar al-Assad, laïc et nationaliste, continue de mettre face à face les sunnites contre les chiites, et contre les Alaouites… Les chrétiens syriens seront quant à eux pris entre deux feux. L'ironie du sort veut que de nombreux chrétiens à Damas sont des Irakiens qui ont fui l'Irak après avoir fait l'expérience de la guerre de libération de leur pays.

L'Otan est déjà engagé clandestinement dans le conflit en Syrie avec pour fondé de pouvoir des Etats-Unis, la Turquie. Le ministre des Affaires étrangères turc a admis, publiquement, que son pays était prêt à envahir dès qu'un accord serait trouvé avec les alliés occidentaux. L'intervention se ferait sur des principes humanitaires, pour défendre la population civile, ce même principe de « responsabilité de protéger » invoqué dans l'affaire libyenne. Des sources turques suggèrent que cette intervention prendrait la forme d'une zone-tampon le long de la frontière turco-syrienne et ensuite s'étendrait … Alep, la ville la plus grande de Syrie et la plus cosmopolite serait la cerise sur le gâteau pour les forces de libération.

Des avions de l'OTAN à Iskenderun

Des avions de guerre de l'Otan, sans signe de reconnaissance, sont arrivés sur les bases militaires turques près de Iskenderun à la frontière syrienne, déchargeant des armes provenant des arsenaux de Kadhafi ainsi que des volontaires du Conseil National de Transition libyen qui savent comment lancer des volontaires contre des soldats entraînés, comme ils l'ont montré avec l'armée de Kadhafi. Iskenderun est aussi le siège de l'Armée Syrienne Libre, le bras armé du Conseil National Syrien. Les forces spéciales françaises et britanniques entraînent les rebelles syriens tandis que la CIA et les unités des Forces Spéciales US fournissent le matériel de communication et le renseignement afin que les rebelles évitent les grosses concentrations de soldats syriens.

Les analystes de la CIA sont sceptiques quant à la marche vers la guerre. Les rapports des Nations unies faisant état de 3500 morts tués par les forces militaires syriennes proviennent d'informations des rebelles et non jamais été corroborées. La CIA refuse de les prendre en considération. De la même manière, les défections en masse de soldats et les batailles féroces entre déserteurs et soldats loyaux sont une pure fabrication, car, de source indépendante, peu de soldats ont déserté. Les déclarations du gouvernement syrien selon lesquelles il a été attaqué par des rebelles armés, entraînés et financés par des gouvernements étrangers sont plus proches de la vérité.

Aux Etats-Unis, de nombreux amis d'Israël sont dans les fourgons du changement de régime, persuadés qu'une Syrie affaiblie, divisée par la guerre civile, ne présente aucun danger pour Tel-Aviv (…).

Philip Giraldi* (revue de presse : The American Conservative – 19/12/11)

* Philip Giraldi est ancien officier de la CIA. Il dirige le Council for the National Interest (Conseil pour l'Intérêt National), une fondation chargée de promouvoir la politique américaine au Proche-Orient en dehors de toutes pressions étrangères, donc y compris – et surtout - israéliennes.

Jeudi 22 décembre 2011 4 22 /12

Traduction : Xavière Jardez - Sous-titre: AFI-Flash

Source :

http://www.theamericanconservative.com/blog/nato-vs-syria/

« U.S. Congress controlled by AIPAC »: Philip Giraldi au Congrès des Etats-Unis (vidéo : 2'35)

http://thepassionateattachment.com/2011/05/25/council-for-the-national-interest-u-s-congress-controlled-by-aipac/

http://www.france-irak-actualite.com/

Mouna Alno-Nakhal : Syrie : Comment on transforme un homme en un être monstrueux.
Médias associés aux préparatifs de guerre.
Jihad Makdessi, porte parole du ministère des Affaires Étrangères syrien, remet dans son contexte l'entretien accordé par le Président Bachar el-Assad à ABC News.
14 décembre 2011

L'interview du Président Bachar el-Assad, réalisée par la journaliste Barbara Walters et diffusée sur ABC News le 7 décembre 2011, a été l'objet d'une campagne de calomnies hystériques de la part de nos médias. Nombre de journalistes, commentateurs, analystes, se sont employés à présenter ce que le Président syrien avait déclaré, pour le retourner contre lui, le qualifiant de « fou », de « dictateur sanguinaire », etc.

D'une chaîne de télévision ou de radio à l'autre, on a pu constater une approche et des procédés identiques, de la part d'intervenants pourtant de sensibilités différentes.

La Palme d'Or pourrait revenir à France 24 [1] pour l'émission Focus/ Répression en Syrie : « Assad nie avoir ordonné de tuer des manifestants. »

Un reportage long format décrypté par son auteur Ben Barnier ; et un présentateur ironique qui, d'emblée donne le ton : « Il fallait oser ! ».

Chose étonnante en effet qu'un Président puisse accorder un entretien à une journaliste d'un pays ennemi déclaré, qu'il sait indocile et roulant pour son propre compte ! Ce n'est pas ce à quoi nous avons été habitués jusqu'ici.

« La Syrie est cette année l'exemple le plus caricatural… le plus emblématique… le mot est meilleur… de l'usage de la torture pour tenter de mettre au pas toute une population, une barbarie comme on en voit peu, notamment parce qu'elle s'exerce à l'égard des enfants … » affirme Jean Etienne Linaries de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture).

Jean Etienne Linaries n'a-t-il pas entendu les évêques, archevêques, patriarches, prêtres, et chrétiens d'Orient affirmer, sans peur, que tout ce qu'il raconte est un tissu de mensonges et que la barbarie en Syrie est le fait de bandes armées soutenues par des puissances étrangères dont la France ? Barbarie, volontairement ou involontairement, légitimée par ces journalistes qui font mine de l'interroger ? Tout cela devant conduire à diviser les syriens et à les jeter dans la guerre civile, dans le seul but d'assassiner leur arabité et leur laïcité au profit d'un islamisme radical qui en ce moment sert l'agenda de ces puissances qui veulent, à tout prix et par n'importe quel moyen, déstabiliser la Syrie comme cela s'est fait en Libye ?

Trop compliqué pour Monsieur Linaries qui comme attendu récite sa leçon et la Messe est dite !

Passons sur l'opposant anglophone qui arrive juste à temps pour nous dire « honnêtement », et sur tous les tons, qu'el-Assad fabule et ment parce qu'il aurait perdu le contrôle des événements. Il n'est là que pour nous conditionner à recevoir la parole d'un éminent communicant de nationalité syrienne : « Samir Aïta, directeur rédacteur en chef du "Monde diplomatique - Editions Arabes" et qu'il avait du reste contribué à créer en 2005 en partenariat avec l'édition française. En 2000, il a fondé une société de conseil en économie et en technologies de l'information, qu'il dirige toujours. Il est également président du "Cercle des économistes arabes" » [2] ! Par conséquent, le « training » des politiciens, il connaît.

À la question : « Que pensez-vous de la réaction de Washington qui considère qu'il s'agit, soit d'un Président aujourd'hui carrément coupé de la réalité, soit carrément fou ? Faut-il le prendre au mot

lorsqu'il dit que seul un fou peut commettre ce type d'acte ? », Samir Aïta reprend les arguments bien connus de la Ligue Arabe et du CNS (sans le nommer) ; prétend que l'assassinat révoltant des sept pilotes par des terroristes relève de la responsabilité du Président et de son armée ; nous dit que le régime est tombé depuis des mois…

Il a proclamé tout cela en faisant mine d'ignorer que la Syrie se dirige d'ores et déjà vers une nouvelle constitution et des élections. Fin stratège, il a pris le pari qu'une fois les 200 observateurs de la Ligue arabe entrés dans le pays, deux millions de Syriens rassemblés à Damas réclameront la chute de leur Président.

Pour finir, Monsieur Aïta arrive à juger, d'un regard, qu'el-Assad est très gêné et qu' « on a fait un montage pour montrer de l'assurance et ce que ça donne, de l'autre côté, c'est un surréalisme total » ! Sur ce dernier point, il n'a pas tort.

En effet, le porte parole du ministère des Affaires Étrangères syrien, le Dr Jihad Makdessi, lors d'un point de presse, a dû remettre dans son contexte l'entretien tel qu'accordé par le Président el-Assad à ABC News. Dans la vidéo que nous vous présentons ici [3] il s'exprime en anglais ainsi que des journalistes présents à la conférence de presse. Le tout est entrecoupé d'interventions en langue arabe.

Il ne sera pas difficile, pour qui le voudra, de comprendre que le Docteur Makdessi compare la version trafiquée par la chaîne ABC News (d'environ 5 : 53 minutes) [4] [5] qui nous a été proposée, avec des séquences de la version initiale et intégrale de l'entretien (de 46 : 18 minutes) [6] telle qu'elle figure sur le site même de cette chaîne américaine. Séquences dont le contenu a été détourné de son sens premier et qu'il s'est proposé de rétablir au moins sur trois points : l'armée syrienne, la déraison américaine, et la crédibilité de l'ONU.

En résumé, le Docteur Makdessi qualifie de « regrettable », la déformation des déclarations du Président el-Assad à laquelle s'est livré le Département d'État américain avant même que l'entretien ne soit diffusé par ABC News, déclarations sur lesquelles s'est alignée cette chaîne malgré le « gentlemen's agreement » passé avec elle. Et… déclarations que France 24 rappelle en ces termes [7] : « De tels propos ne sont "pas dignes de foi", a réagi le porte-parole de la Maison Blanche, Jay Carney : "Le monde entier est témoin de ce qui s'est passé en Syrie. Les États-Unis et de nombreux pays (...) savent exactement ce qui se produit, et qui en porte la responsabilité" ». Par conséquent, après ABC News, à France 24 de s'aligner à son tour !

Ce qui pour le Docteur Makdessi témoigne, une fois de plus, d'une volonté manifeste de sabotage du message du Président syrien et concorde avec le fait que, chaque fois que la direction syrienne a ouvert la porte à une « certaine » presse, celle-ci s'est livrée à une falsification des faits.

Toujours pour le Docteur Makdessi, dans ce cas précis, le but évident de la manœuvre était de faire passer le Président pour un irresponsable, de s'en prendre à la dignité de l'armée syrienne et, à travers elle, au peuple syrien tout entier. Mais l'armée n'en sort que plus renforcée dans sa détermination à « défendre la patrie » puisqu'il est désormais très clair qu'elle n'a été mise en cause qu'une fois que les sanctions économiques, politiques, diplomatiques, et même confessionnelles se sont révélées vaines. Il en est de même pour la dignité du peuple syrien qui se retrouve encore plus solidaire et confiant en l'héroïsme de son armée.

Finalement, pour la diplomatie syrienne, ce n'est qu'une falsification de plus qui est loin d'avoir atteint son but. Au contraire elle démontre la déraison et le manque de professionnalisme de la diplomatie américaine aussi bien que de la chaîne ABC News, lesquelles ne pouvaient se résoudre, par exemple, à laisser entendre la véritable réponse données par le président syrien à la question : « Ne pensez-vous pas que l'ONU est une organisation crédible ? ». Sa réponse qui pourrait remettre en cause les certitudes du citoyen américain a été la suivante : « Non, pour la bonne raison qu'ils n'ont jamais appliqué aucune des résolutions ayant trait au monde arabe comme, par exemple, celles concernant les territoires palestiniens

et syriens. S'il fallait ne considérer que les droits de l'homme dont ils ne cessent de parler, qu'en est-il de la souffrance des Palestiniens sous occupation territoriale et qu'en est-il de ma terre et de mon peuple qui vit sous occupation israélienne ? Non bien sûr. Non. »

D'un conflit à l'autre, d'une guerre à l'autre, faut-il que les journalistes, par parti pris ou par paresse, continuent à aller systématiquement dans le sens du vent, dans le sens où les pouvoirs veulent les diriger ? Après l'Irak, après la Libye, les gouvernements occidentaux, France en tête, cherchent à accréditer aux yeux du public, qu'il y a urgence à renverser el-Assad.

Cette campagne anti Bachar el-Assad revient à légitimer les tentatives de déstabilisation de la Syrie en faisant recours à des groupes armés, en effet « fous » et « sanguinaires », qui servent les visées stratégiques d'Israël, de la France, du Qatar, de la Grande Bretagne et des États-Unis et non pas les intérêts de leur peuple. Elle participe des mêmes stratagèmes qui ont été utilisés pour monter l'opinion contre Saddam Hussein en 2003, et pour justifier l'intervention étrangère contre Mouammar Kadhafi en février 2011.

À quoi cela a-t-il abouti ? À détruire ces deux pays ; à jeter leurs peuples dans l'horreur, à les ruiner. La majorité des Syriens soutiennent Bachar el-Assad, n'est sourd que celui qui ne veut pas l'entendre ! Ils ne veulent pas d'une intervention étrangère qui conduirait à une déstabilisation régionale majeure, leurs problèmes sont à régler en « interne », opposition comprise, non par des intervenants « extérieurs » qui ont clairement démontré leur irresponsabilité par leurs agissements et leurs déclarations allant à l'encontre des intérêts de leurs compatriotes et de leur patrie.

Si tous les immigrés, expatriés, exilés, réformateurs, ou opposants patriotes syriens, réunissaient leurs efforts pour contrer cette guerre médiatique, la Syrie n'aurait plus rien à craindre... les Syriens le méritent !

Mouna Alno-Nakhal
Notes

[1] http://www.france24.com/fr/20111207-syrie-bachar-assad-abc-repression-revolutions-arabes

[2] http://www.prixsamirkassir.org/concours9-FR.htm

[3] http://www.youtube.com/user/tamadonte#p/a/u/2/fep2AUwmz1o

[4] TRANSCRIPT : ABC's Barbara Walters' Interview With Syrian President Bashar al-Assad (Anglais)
http://abcnews.go.com/International/transcript-abcs-barbara-walters-interview-syrian-president-bashar/story ?id=15099152#.TuCcTLIk67s

[5] TRANSCRIPT : Interview de Barbara Walters d'ABC News avec le President Bashar al-Assad (Français)
http://www.alterinfo.net/Barbara-Walters-d-ABC-News-parle-des-conditions-de-son-interview-avec-Bachar_a67673.html

[6] http://www.youtube.com/user/tamadonte#p/a/u/2/fep2AUwmz1o

[7] http://www.france24.com/fr/20111207-repression-bachar-al-assad-tuer-manifestants-manifestations-syrie-damas-interview-abc

Mouna Alno-Nakhal
Biologiste

Mondialisation.ca,

Articles de Mouna Alno-Nakhal publiés par Mondialisation.ca

Le 14 decembre 2011

-silviacattori.net

Compassion à géométrie variable.
Vendredi, deux attentats on fait plus de 40 morts à Damas et plus d'une centaine de blessés.
Et pourtant, c'est à qui laissera sous-entendre le plus lourdement que c'est 'le régime' qui aurait organisé lui-même ces attentats. (Les mêmes qui se gaussent des "théories du complot" soit dit en passant).

Le Monde titre : «Attentats à Damas : l'opposition accuse le régime, qui accuse Al-Qaida», la RTBF titre "l'opposition accuse le régime", la Tribune de Genève : "Attentats de Damas: à chacun son coupable - Qui a fait le coup? A chaque camp sa version"

Et on relaie complaisamment les propos de ceux-qui s'opposent au "régime", les Bons quoi :

«L'OPPOSITION ACCUSE LE POUVOIR

Le Conseil national syrien (CNS), qui regroupe la majorité des courants d'opposition au régime syrien, accuse le régime de Bachar Al-Assad de porter "la responsabilité directe des deux explosions terroristes". Le régime "a voulu adresser un message de mise en garde aux observateurs arabes, pour qu'ils ne s'approchent pas des centres de sécurité", selon lui. Ce que cherche le régime avec ces attentats, c'est donner l'impression "au monde qu'il fait face à un danger venu de l'étranger et non pas à une révolution populaire qui demande la liberté et la dignité", poursuit le CNS.» [cf pour l'"impression", http://www.silviacattori.net/article2537.html]

Ouest-France écrit carrément ce qui se trouve entre les lignes des plus "honorables" confrères :

«La ficelle est un peu grosse et ce régime a montré, depuis des décennies et encore plus ces derniers mois, un tel degré de cynisme, de machiavélisme et de perversité qu'évidemment personne ne lui fait plus crédit à priori.»

Les terroristes jihadistes peuvent y aller de coeur joie : les atrocités seront 'a priori' systématiquement attribuées au "régime machiavélique"

Chacun trouve tout à fait normal et crédible que le "régime" tue ses propres membres des service de sécurité, [parmi les victimes se trouvait un haut gradé des services de sécurité, le général Naïm Mourani, un chrétien], et détruise des centres de sécurité "pour que [observateurs arabes]ne s'approchent pas des centres de sécurité".... N'est-ce pas un "régime fou" après tout?

20min.fr met l'accent sur le fait que "C'est l'un des symboles du régime répressif syrien qui était touché" : Là, les attentats sont quasi justifiés...

C'est l'un des symboles du régime répressif syrien, des installations des services de sécurité, qui a été touché par deux attentats suicide à la voiture piégée ce vendredi. Selon un nouveau bilan diffusé en

début de soirée, il y a 44 morts et plus de 150 blessés, principalement des civils. «Les premiers éléments d'enquête font porter la responsabilité sur Al-Qaïda», annonce un bandeau défilant sur la télévision d'Etat.

Il y a quelques jours une tuerie atroce s'est produite en Belgique. Un type a jeté des grenades et mitraillé une foule qui attendait le bus avant de se tuer. On y a eu 4 morts. Très normalement, les informations ont été mobilisées, et l'émotion a été énorme. De longues période des journaux télévisés nous ont fait partager l'horreur et les souffrances des proches des victimes.

Ici, les victimes n'ont droit à aucune compassion, barbares anonymes et inintéressants, au nom desquels pourtant l'Otan veut nous faire participer à une "Juste Guerre pour sauver le peuple Syrien". On n'est pas à 40 près.

A. Chatta : L'archevêque Capucci : « La Syrie affronte un complot injuste visant à mettre fin à son rôle national historique.»
Né à Alep en 1922, ordonné prêtre en 1947, Mgr Capucci est membre de l'Ordre Basilien d'Alep et évêque de l'Église melkite catholique depuis 1965.1 Il œuvra beaucoup pour la cause palestinienne et s'est retrouvé parfois à la une des quotidiens.

On se rappelle son arrestation, en 1974, par les autorités israéliennes sur l'accusation de convoyer des armes dans sa voiture au bénéfice de la résistance palestinienne.

Rome / Mgr Hilarion Capucci, archevêque d'al-Qods en exil, a affirmé que la Syrie affronte un complot injuste visant à mettre fin à son rôle national et historique.

Dans une allocution prononcée aujourd'hui au cours d'une marche de condamnation dans la capitale italienne Rome, l'archevêque Capucci a indiqué que ce rassemblement a eu lieu pour confirmer à tout le monde notre solidarité avec la Syrie.

Il a exprimé sa condamnation des ingérences tendancieuses dans les affaires intérieures de la Syrie, tout en dénonçant les sanctions, les diktats, la tromperie médiatique et les pressions exercées sur la Syrie pour l'obliger à renoncer à ses constantes nationales et à son rôle historique dans la défense des questions arabes, notamment celle palestinienne.

Mgr Capucci a estimé que les conspirateurs contre la Syrie œuvrent pour réactiver le plan du nouveau Moyen-Orient, adopté par les Etats-Unis depuis des années pour dominer les potentiels de la nation arabe.

Il a affirmé, enfin, que la Syrie, forteresse de la fermeté, sortira plus forte de sa crise, appelant les Arabes à se solidariser avec la Syrie, cœur de l'arabité.

A. Chatta / L.A.

mardi 22 novembre 2011,

Comité Valmy

Source : http://www.sana.sy/fra/55/2011/11/22/383420.htm

Ikram Ghioua : SYRIE : A qui profite la désinformation?

Contrairement aux révoltes, dites du «Printemps arabe», qui ont une finalité à défaut d'avoir un programme, la situation en Syrie sort totalement de ce scénario et emprunte un chemin tortueux aggravé par une désinformation manifeste des grands médias internationaux.

«Ce qui se passe en Syrie n'a rien à voir, ni avec la défense des droits de l'homme, ni avec ce qu'en rapportent les médias traditionnels depuis huit mois», comme le montre très bien l'article de Sami Kleib, journaliste arabe fort bien informé. «Les manoeuvres contre la Syrie s'inscrivent dans le cadre d'une déstabilisation régionale préméditée et fait partie d'un plan visant à démanteler la Syrie, le Liban, et l'Iran», rapporte le site animé par le journaliste franco-suisse, Alain Soral, qui revient d'un séjour en Syrie. Se déclarant lui-même engagé dans le combat pour la liberté d'expression et la vérité, il ne s'est pas laissé entraîner dans le labyrinthe de la désinformation que de nombreux médias occidentaux et arabes et notamment Al Jazeera tentent d'imposer à une opinion publique internationale maintenue intentionnellement à distance des véritables enjeux qui dominent la scène syrienne.

Selon ce journaliste, qui ne cache ni ses positions ni sa pensée idéologique, contrairement aux partisans de l'apocalypse, «ce qui se passe en Syrie n'a absolument rien à voir avec une révolution ou une révolte populaire. Il s'agit d'une odieuse conspiration conçue par des parties invisibles qui tentent de renverser un régime refusant de se plier devant le diktat impérialiste». Cet avis est aussi partagé par de nombreux intellectuels et journalistes occidentaux qui ont visité récemment la Syrie.

Tous sont unanimes pour affirmer avec des preuves à l'appui que «la situation dans ce pays est certes difficile, mais elle est loin d'être reflétée fidèlement par beaucoup de médias». Lors d'une conférence de presse tenue dernièrement au Centre catholique de l'information à Beyrouth, Mère Agnès Mariam de la Croix a indiqué que la délégation du Centre était la première à accéder aux régions les plus périlleuses en Syrie et à y visiter des hôpitaux pour constater de visu ce que les forces de sécurité et de l'armée ont dû subir par les groupes armés. «Ces derniers ont cherché à travers ces actes à fragiliser le respect de l'Etat et à semer le chaos et les troubles, ce qui a nui surtout aux citoyens, notamment lorsque les corps des victimes de ces actes sont mutilés et jetés sans merci dans les rues», a-t-elle ajouté.

L'Osdh fixe chaque jour le chiffre des victimes à partir de Londres
Mère Agnès Mariam de la Croix a indiqué que le centre dispose des noms de 500 martyrs des forces de sécurité et de ceux de 372 autres tombés durant le mois d'octobre dernier seulement.

Elle a signalé dans ce contexte que l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh), qui siège à Londres fixe chaque jour un chiffre des morts dans les événements en Syrie, sans jamais donner pour autant les noms des victimes supposées, ni préciser qu'il s'agit d'éléments des forces de sécurité.
Elle a souligné que le Centre avait appelé cet observatoire lui demandant de lui fournir des noms des victimes, mais l'Osdh n'a donné aucune indication, ni répondu jusqu'à présent. Alain Soral réfute toutes les thèses colportées par Al Jazeera à propos de laquelle, il tient à souligner qu'elle est en train «de jouer un rôle similaire à celui qu'elle avait joué en Libye». Pour ce journaliste et c'est sûrement valable pour de nombreux confrères qui ont séjourné récemment en Syrie, «l'odeur du complot remplit l'atmosphère et il n'y a qu'Al Jazeera qui n'arrive pas à le sentir. J'étais en Syrie et je n'ai rien constaté d'exceptionnel dans le dispositif sécuritaire mis en place. Ce qui est vrai, par contre, ce sont ces bandes armées qui mettent la pression sur les forces de sécurité». Dans le même contexte, il est curieux de constater que la Ligue arabe, devenue otage d'un nombre restreint de monarques du Golfe, adopte une attitude pour le moins négative à l'égard d'un chef d'Etat que l'on s'obstine à présenter comme le «mal» intégral à éradiquer par tous les moyens. Aussi paradoxal que cela paraisse, la Ligue arabe ose demander à Al Assad de retirer l'armée des régions «infestées» comme si elle s'adresse à une force d'occupation.

Dans la logique défendue par l'émir du Qatar que certains journalistes arabes et occidentaux, dont Soral, qualifient d'instigateur, le régime syrien n'a plus le droit d'exercer ses prérogatives de maintien de l'ordre.

Il n'est pas étonnant dans ce même ordre d'idées de relever ces multiples appels émanant notamment de l'étranger, qui encouragent ce qui est qualifié d'«opposition syrienne» à rejeter toute offre de dialogue venant du régime. A l'instar de Robert Ménard, ancien secrétaire général de Reporters sans frontières, Alain Soral s'insurge avec force contre ces tentatives répétées d'étouffer tout son de cloche qui ne rentre pas dans le moule des adversaires jurés de Bachar Al Assad. «En tant que journaliste engagé, je suis très mobilisé pour rapporter la vérité. C'est un devoir de tout journaliste fidèle à son métier», déclare-t-il en tenant à marquer sa position qui tranche avec «l'unanimisme ambiant» entretenu par la classe politique occidentale dans sa totalité. Robert Ménard ou Alain Sorel sont des journalistes aguerris et expérimentés. Il se pourrait qu'ils soient motivés par une démarche politique et idéologique qui leur est propre, mais il est tout à fait hors de question qu'ils se laissent manipuler de manière grotesque par l'appareil du parti Baâth. Ce parti, qui contrôle la vie politique en Syrie, avait été interpellé par les masses syriennes en vue d'engager le processus de rénovation, mais quand le mouvement de contestation a été gravement pénétré par des parties non identifiées, des millions de Syriens ont stoppé leur manifestation rejetant de manière déterminée l'idée de faire tomber le régime comme cela leur fut suggéré par des officines étrangères.

Des journalistes vont à contre-courant de l'opinion imposée
C'est apparemment ce recul opéré grâce à l'implication courageuse et patriotique de nombreuses personnalités et intellectuels syriens, qui a obligé les «gourous» de la démocratie d'importation à tout faire pour isoler le régime sur le plan international soutenant que la Syrie est à feu et à sang. Ce qui a été catégoriquement démenti par notre interlocuteur qui s'est vraiment interrogé sur la nature de ces bandes lourdement armées, témoigne encore Alain Soral, qui sèment la mort à Homs ou dans le rif de Damas?

Qui les aide?

D'où se procurent-ils leurs armes?

Mis à part Poutine, aucun dirigeant occidental de ce rang ne s'est vraiment soucié des liens intéressés de ces bandes. Cette frénésie de présenter le régime syrien sous son jour le plus sombre devrait susciter la réflexion. Alain Soral et les nombreux intellectuels étrangers qui ont décidé de livrer bataille à toute forme de désinformation sont certainement bien placés pour parler d'un complot qui refuse de dire son nom. De fait, les aveux de Bernard-Henri Levy, sur les tenants et aboutissants de la «révolte» en Libye (cf; sa conférence la semaine dernière au Crif à Paris en marge de la sortie de son livre sur sa participation à la chute d'El Gueddafi) remettent en cause des informations non recoupées sur ce qui se passe réellement en Syrie. Aussi, ces journalistes qui osent aller à contre-courant de l'opinion admise ou imposée, ne défendent pas Bachar Al Assad parce qu'ils partagent avec lui quelques idées, mais défendent le droit à une information objective qui éclaire l'opinion publique sur les véritables enjeux de la crise syrienne. La question inévitable est de savoir pourquoi l'avis de ces personnalités est mis sous embargo. En s'inscrivant en porte-à-faux contre ce formidable flux d'informations «contrôlées» et «revues» par les stratèges du chaos, ils posent un vrai problème de déontologie qu'Al Jazeera et ses relais s'obstinent à écarter sous le fallacieux prétexte de défendre le droit des Syriens à une vie démocratique. Ce que veulent transmettre Alain Soral, Robert Ménard ou Thierry Meyssan est simple, à la limite du banal, si cela a eu lieu dans un contexte normal. Leur message est clair: «Laissez les Syriens décider de leur sort.» En un mot, et cela les opinions publiques l'ont bien saisi malgré la manipulation, aucune partie n'a le droit de défendre les Syriens par procuration.

En s'obstinant dans la provocation pure et simple, Al Jazeera s'est transformée en un outil de propagande utilisé par les concepteurs du «Grand Moyen-Orient» à faire tomber un régime qui ne cadre pas avec les nouvelles options stratégiques mises en place par les nouveaux maîtres du monde. Et si la guerre déclarée à Bachar Al Assad n'était qu'une tentative de diversion à grande échelle?

Ikram Ghioua
Articles de Ikram Ghioua publiés par Mondialisation.ca

Mondialisation.ca,

Le 25 novembre 2011

expressiondz.com

---

2 Politique Syrienne

1 Paroles & action du président

La Syrie s'insurge contre la diffusion d'une interview (ndlr : tronqué) de son Président
La Syrie a émis des objections après la diffusion d'une interview du Président Bachar el-Assad par la télévision américaine. Le porte-parole du ministère syrien des Affaires étrangères Jihad Makdisi a déclaré qu'elle avait été déformée, que des parties de l'interview avaient été sortis de leur contexte.

Jihad Makdissi a montré à des journalistes l'interview telle qu'elle a été diffusée aux côtés de la version originale. Le Président syrien Bachar el-Assad y nie que son gouvernement ait ordonné de tuer les manifestants. La partie où le Président déclare que des enquêtes sur les meurtres ont été ordonnées n'a pas été diffusée. Makdissi met en cause la chaîne ABC.

Jihad Makdissi

Porte-parole du ministère syrien des Affaires étrangères

"Nous ne sommes pas surpris par cette déformation et nous savons que dans le secteur des médias, chaque chaîne a le droit de monter comme elle l'entend mais il existait un accord verbal stipulant que le montage ne devait pas déformer les faits. Comment est-ce possible avec le Président d'un Etat et d'un pays comme la Syrie où tout le monde affirme que nous ne laissons pas les médias travailler et quand nous les y autorisons, ils déforment. Donc je ne sais pas de qui c'est la faute."

Jihad Makdissi a ajouté que son pays voulait la levée des sanctions de la Ligue arabe et son retour en son sein. La Syrie a dans ce sens envoyé un courrier à la Ligue indiquant qu'elle acceptait sous conditions la venue d'observateurs. Selon Makdissi, Damas étudie également la réponse du responsable de la Ligue, Nabil Elaraby, à propos du plan de paix arabe

Source: http://fr.cntv.cn/program/journal/20111211/108141.shtml

Voir la vidéo http://fr.cntv.cn/program/journal/20111211/110173.shtml

---

2 Sur le terrain

La Syrie est parvenue dans la nuit de lundi à mardi à contrer une tentative d'infiltration d'un groupe terroriste en provenance de la frontière avec la Turquie, tuant deux de ses membres et blessant d'autres.

Selon l'agence de presse officielle Sana, « les gardes-frontières ont déjoué une tentative d'infiltration d'un groupe terroriste armé dans le village d'Aïn Baida à Idleb (nord-ouest), en provenance de la frontière turque".
"Les gardes-frontières ont tué deux des membres du groupe terroriste composé de 15 hommes armés", selon Sana.
Pour sa part le correspondant de la télévision iranienne arabophone AlAlam a indiqué qu'aucun membre des Gardes-frontières n'a été blessé.
En revanche, il a affirmé avoir vu des ambulances turques ramasser les tués et secourir les blessés.

Le 6 décembre, les autorités syriennes avaient fait état d'une tentative similaire d'infiltration d'hommes armés en territoire syrien depuis la Turquie. Elles ont affirmé l'avoir repoussée, blessant quelques éléments du groupe qui en comptait 35, alors que les autres se sont évadés.
Le lendemain, la Turquie avait dit qu'elle n'autorisait aucune attaque contre d'autres pays à partir de son territoire. Sachant qu'elle accueille les déserteurs de l'armée syrienne, dont le colonel Riad al-Assaad, le chef de l'Armée libre syrienne, qui mène depuis plusieurs semaines des attaques contre les forces régulières.

Sur un autre plan, l'agence Sana a révélé qu'une explosion a eu lieu dans la nuit de lundi à mardi sur un gazoduc dans la région de Homs, dans le centre de la Syrie. Elle a accusé un groupe terroriste armé d'avoir perpétré ce quatrième acte de sabotage près de la ville de Rastan, signalant qu'il n'y pas eu de victimes.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), citant un militant sur place a affirmé que "ni les révolutionnaires ni les déserteurs n'avaient un lien avec cette explosion qui s'est produite sur un gazoduc entre les villes de Talbissé et Rastan".

Par ailleurs, le correspondant d'AlAlam a signalé que des hommes armés ont lancé des bombes sonores contre des centres électoraux à Homs, alors qu'à Talkalekh, des hommes armés ont pris d'assaut d'autres centres électoraux, au moment où les électeurs syriens participaient pour la première fois à un scrutin municipal pour élire leurs conseils locaux.

Dans le siège des Nations Unies à New York, le représentant de la Syrie Bachar AlJaafari a accusé les Américains et leurs alliés d'ouvrir un nouveau front pour détourner l'attention de l'opinion publique internationale des crimes qu'ils ont commis en Irak. Cette déclaration a eu lieu en marge d'une séance close du Conseil de sécurité consacrée a discuter la situation humaine en Syrie et en Palestine.
Mais la Chine et la Russie ont refusé d'y participer tant que la représentante de l'ONU pour les droits de l'homme Navy Pelay n'est pas présente pour exposer son rapport sur la situation des Palestiniens dans les territoires occupés.

Damas et Téhéran : main dans la main

Sur le plan économique, Damas et Téhéran œuvrent ensemble pour consolider leurs liens.

Selon Sana, les travaux de la 9e session du comité de suivi syro-iranien pour la coopération économique commenceront ce mardi à Damas. En Iran, le Parlement a voté un accord de libre-échange avec la Syrie qui prévoit de créer, d'ici cinq ans, une zone libre commerciale entre les deux pays qui sont chacun soumis à des sanctions internationales, selon la télévision d'Etat.

"Cet accord est une réponse ferme aux Etats-Unis et à leurs alliés européens et régionaux qui consacrent des milliards de dollars pour changer le régime politique en Syrie", a expliqué Allaeddine Boroujerdi, président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement, en défendant le projet de loi

A la lumière de la conjoncture actuelle, l'Agence syrienne de développement des exportations (ADE) a conseillé l'augmentation des volumes des échanges commerciaux avec l'Iran via la réactivation de l'accord du libre commerce entre les deux pays et la consolidation des relations distinguées avec l'Irak et le Liban.

Les chiffres publiés par l'ADE sur les échanges commerciaux entre les deux pays montrent que la Syrie y exporte moins de 6 Mrds LS, soit le taux d'1% de ses exportations, alors qu'elle en importe pour le montant de 16 Mrds LS, l'équivalent de 2% de la totalité de ses importations.

Selon l'agence, la Syrie a réalisé un accroissement de 22% au cours du 1er trimestre 2011 par rapport aux indices de l'an 2010, puis a subi une baisse de 30% au cours du 2ème trimestre pour revenir au 3ème trimestre à ses taux moyens normaux avec une baisse de 4%.
Dans une étude publiée par Sana, l'ADE indique que la majorité des exportations syriennes vers les pays arabes sont des articles non pétroliers et représentent 40% de la totalité des exportations syriennes alors que les importations des pays arabes représentent 15% de la totalité de ses importations.

Selon l'étude, c'est l'Irak qui occupe la 1ère place parmi les partenaires commerciaux de la Syrie avec 26% de la totalité des exportations syriennes, et 70% des exportations syriennes vers les pays arabes.

Quant aux échanges commerciaux avec la Turquie, ils comptent 5% de ses exportations d'une valeur de 28 Mrds LS, et 10% de ses importations d'une valeur de 81Mrds LS.
La même étude souligne la hausse du volume des importations syriennes de la Chine au cours du 1er trimestre de cette année représentant un taux de 22%, alors que ces importations avaient baissé au cours du 2ème trimestre à 25% et au 3ème trimestre à 40%. La Syrie exporte aux pays de l'Union européenne des produits d'une valeur de 210 Mrds L.S., soit 37% de ses exportations, et ce, en prenant en considération que la majorité de ces exportations est pétrolière, alors qu'elle importe des pays de l'Union des produits d'une valeur de 211 Mrds L.S., soit 26% de ses importations.

les auteurs de l'étude ont recommandé la conclusion de mémorandums d'entente entre la Banque centrale et les autres banques de Syrie avec les banques similaires dans les pays amis pour assurer l'échange des marchandises en monnaie locale, et ce, en évitant le recours au dollar ou à l'euro.
S'agissant des exportations pétrolières, l'étude a recommandé l'orientation vers l'Orient, aussi bien pour exporter le pétrole que pour profiter des technologies russes dans le domaine de l'exploration et des expertises iraniennes pour atténuer les impacts de l'embargo.

AL MANAR

---

3 Les institutions

1 Ligue arabe

La 'Ligue arabe' adopte des sanctions économiques sans précédent contre la Syrie.

La Ligue arabe a adopté aujourd'hui des sanctions économiques contre la Syrie pour contraindre le régime à faire cesser la répression, a annoncé le premier ministre qatari Hamad ben Jassem al-Thani à l'issue d'un conseil extraordinaire des ministres arabes au Caire.
Ces sanctions comprennent un gel des transactions commerciales avec le gouvernement syrien et des comptes bancaires du gouvernement dans les pays arabes, la suspension des liaisons aériennes entre les pays arabes et la Syrie et une interdiction de voyager dans les pays arabes pour des responsables à déterminer, selon la résolution votée par la Ligue.

Extrait de http://plus.lefigaro.fr/tag/syrie

Le Hezbollah s'en prend à la Ligue arabe, à Ghalioun et à « l'alliance de Satan » contre la Syrie.
Plusieurs responsables du Hezbollah s'en sont pris hier à la Ligue arabe, dans la foulée du ministre des Affaires étrangères, Adnane Mansour, qui avait mis en garde samedi contre les « répercussions politiques sur le Liban » au cas où le gouvernement libanais s'engagerait à mettre en œuvre les sanctions arabes contre la Syrie, et qui avait exprimé son inquiétude quant à l'internationalisation du conflit, exhortant la Ligue arabe « à aider la Syrie à sortir de la crise au lieu de faire le contraire ».
Le président du conseil exécutif du parti, cheikh Hachem Safieddine, a critiqué hier « le réveil tardif de la Ligue arabe, dont nous avions oublié l'existence ». « Ceux qui ne se réveillent que pour semer la discorde et rendre ainsi service aux étrangers et aux Occidentaux auraient mieux fait de rester endormis », a-t-il dit. « Ils n'ont jamais été aux côtés des affaires de notre nation, de l'opprimé en Palestine, au Liban et dans le monde. Nous savons ce qu'ils sont depuis longtemps et n'avons jamais parié sur eux », a-t-il ajouté.
Le vice-président du conseil exécutif du parti, cheikh Nabil Kaouk, a abondé dans ce sens. « La Ligue arabe sème la confusion dans les rangs de la communauté arabe et internationale lorsqu'elle évoque sa volonté de protéger les civils. Il s'agit d'une formule juste employée à de mauvaises fins : des pays arabes sont impliqués dans l'envoi de combattants et d'armes en Syrie, et ont empêché l'opposition de dialoguer avec le pouvoir. Ce sont les Arabes de l'Amérique, et ils sont une partie du problème, pas de la solution », a-t-il dit, accusant certaines parties au Liban de transférer des armes et des combattants en Syrie et de « poignarder dans le dos » cette dernière.
Le ministre Mohammad Fneich a pour sa part tiré à boulets rouges sur le président du Conseil national syrien, Burhan Ghalioun, sans le nommer. «
Ceux-là qui ont été érigés en façade de ce qui est appelé le Conseil national, et qui présentent aujourd'hui leurs lettres d'accréditation (auprès de l'Occident), nous les avons entendus affirmer clairement que s'ils arrivent au pouvoir, ils rompront les relations de la Syrie avec l'Iran et la résistance au Liban et en Palestine, qu'ils négocieront avec l'ennemi israélien et qu'ils feront partie du projet américain et de l'OTAN », a-t-il dit.
Quant au responsable des relations internationales au sein du Hezbollah, Ammar Moussaoui, il a dénoncé les agissements de « l'alliance de Satan » contre « l'axe de la résistance » en Syrie.
http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/734797/Le_Hezb_s'en_prend_a_la_Ligue_arabe%2C_a_Ghalioun_et_a_%3C%3C+l'alliance_de_Satan+%3E%3E_contre_la_Syrie.html

---

---

2 Conseil de sécurité
Le Conseil de sécurité condamne les attaques, bloque sur une résolution
Les quinze membres du Conseil de l'ONU ont condamné vendredi les attentats perpétrés à Damas, mais n'arrivaient toujours pas à se mettre d'accord sur un projet de résolution présenté par la Russie et critiqué par les Occidentaux.

Le Conseil de sécurité "condamne dans les termes les plus forts les attentats" qui ont tué au moins 44 personnes vendredi à Damas, au lendemain de l'arrivée de la mission arabe préparant la venue d'observateurs. Les autorités syriennes attribuent les deux attentats suicide à la voiture piégée à Al-Qaïda.
Les membres du Conseil ont présenté "leurs condoléances les plus sincères aux victimes de ces actes odieux et à leurs familles ainsi qu'au peuple syrien".

D'ordinaire, le Conseil de sécurité présente ses condoléances au gouvernement du pays touché par ce genre d'attaques.
Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon s'était dit un peu plus tôt "très inquiet" de l'escalade de la violence dans le pays et avait appelé le régime du président Bachar al-Assad à appliquer "complètement" le plan de sortie de crise de la Ligue arabe.
Sur le plan diplomatique, les quinze membres du Conseil de sécurité travaillaient toujours sur un projet de résolution présenté par la Russie et condamnant les violences perpétrées "par toutes les parties, y compris l'usage disproportionné de la force par les autorités syriennes".
Les puissances occidentales ont jugé ce texte trop timoré.
L'ambassadeur allemand Peter Wittig a indiqué que les nations européennes souhaitaient que le texte soutienne plus fermement la décision de la Ligue arabe de sanctionner la Syrie.
Il faudrait aussi, d'après lui, que la résolution appelle à "la libération des prisonniers politiques" et que "soit clairement exprimée la nécessité de traduire en justice ceux qui ont commis des violations des droits de l'homme".
De son côté, l'ambassadeur russe Vitali Tchourkine a refusé que soit "abandonnée toute référence à la violence générée par les éléments extrémistes de l'opposition" au régime syrien.
La Russie et la Chine ont déjà mis leur veto à une résolution rédigée par les pays européens pour condamner la Syrie où la répression des manifestations contre le régime a fait plus de 5.000 morts depuis mars, selon l'ONU.
M. Tchourkine refuse par ailleurs que le texte fasse mention d'un "embargo sur les armes". "Nous savons très bien ce que signifie un embargo sur les armes. Cela veut dire --et nous l'avons vu en Libye-- que vous n'êtes pas autorisé à fournir des armes au gouvernement, mais que tout le monde peut fournir des armes à des groupes d'opposition", a-t-il lancé.
Cette semaine, le diplomate russe s'est prononcé pour l'ouverture d'une enquête de l'ONU sur les frappes aériennes de l'Otan en Libye, s'attirant ainsi les foudres des Etats-Unis et des nations alliées ayant participé à l'opération.
Son homologue américaine Susan Rice a parlé de "déclarations grandiloquentes et bidons", jugeant que M. Tchourkine usait d'une "manœuvre de bas étage" pour détourner l'attention de la Syrie.
Piqué au vif, l'ambassadeur russe a estimé que Mme Rice avait tiré sa critique du "dictionnaire Stanford des jurons", en référence à l'université de Californie où Susan Rice a étudié.
24/12/2011
http://www.lorientlejour.com/category/Derni%25C3%25A8res%2520Infos/article/737648/Syrie%3A_le_Conseil_de_securite_condamne_les_attaques%2C_bloque_sur_une_resolution.html

---

Europe

Les grandes manœuvres

France

IRIB : L'historien français Borde: "le soutien par la France des gangs armés en Syrie est une agression contre un Etat membre de l'Onu".

L'historien et le journaliste français Jacques borde a critiqué la politique étrangère de la France, soulignant que la détérioration des relations entre la France et la Syrie est la faute de la France. Dans une interview avec le site électronique "Géostratégie", l'historien français s'en est pris à Paris qui fournit un soutien logistique aux personnes armées en Syrie, ce qui constitue une agression contre un pays membre de l'ONU, soulignant que cet acte est contraire aux législations françaises et que les responsables et les parties qui le parrainent seront poursuivis en justice après l'arrivée d'une nouvelle majorité politique en France à la suite des élections 2012. Il s'est étonné de la position de la France qui se pose en partie prenante entre le gouvernement syrien et l'opposition instrumentalisée de l'étranger. Il a ajouté que le problème est Sarkozy qui met la charrue avant les bœufs, précisant qu'il n'est pas sûr que la politique élyséenne jouisse de l'unanimité, qualifiant la position française de d'"une rare inconséquence". Il a trouvé que la France est seule sur la ligne de front, tout en bafouant que pour les Américains pourquoi se salir les mains lorsque on trouve un « idiot utile » pour faire le sale boulot à votre place".

Partage social

16/12/2011

IRIB

---

2 Les actions dans le monde

Pays

Usa

Un colonel américain dirige les groupes terroristes.

Un commandant des forces spéciales de l'armée américaine, le colonel Cleveland, supervise l'équipement et la formation des groupes armés en Syrie, a annoncé la télévision syrienne. Ce colonel chargé de créer une armée constituée d'hommes armés opposée à l'Ordre syrien, appelée «Armée de la Syrie libre», a déclaré que les Etats-Unis ont créé pour ces hommes armés une base de formation en Turquie, dans le Nord et l'Est du Liban et à Arbil, en Irak. Selon ce rapport, des experts français, britanniques et américains supervisent le camp de formation d'hommes armés originaires de différents pays, dont la Libye, avant de les envoyer en Syrie. Les hommes armés s'infiltrent notamment via la région frontalière libanaise de Wadi Khaled, en Syrie.
11/12/2011
http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/158111-syrie--un-colonel-am%C3%A9ricain-dirige-les-groupes-terroristes

---

---

3 Les réactions dans le monde

Irak

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki manifeste son désaccord avec Obama sur la Syrie.

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a manifesté lundi son désaccord avec le président américain Barack Obama vis-à-vis de la situation en Syrie, affirmant qu'il ne se sentait pas le droit de réclamer le départ du président Bachar al-Assad comme le fait Washington.

Obama, qui venait de recevoir Maliki dans le Bureau ovale de la Maison Blanche, a essayé de chacher ces divergences se contentant de parler de "désaccords tactiques" sur la question syrienne, tout en reconnaissant que son hôte avait à cœur les intérêts des Irakiens.
"Je sais que les peuples doivent obtenir leur liberté, exercer leur libre-arbitre, (parvenir à) la démocratie et l'égalité. Nous sommes en faveur de ces droits (...) parce que nous les avons obtenus nous-mêmes", a affirmé M. Maliki lors d'une conférence de presse avec M. Obama.
"Mais je n'ai pas le droit de demander à un président de démissionner. Nous ne pouvons pas nous arroger ce droit", a encore dit le Premier ministre irakien.

Obama a tenté de minimiser les divergences entre Washington et Bagdad et assuré que Maliki et lui-même pensaient que "lorsque les Syriens sont tués ou ne sont pas autorisés à s'exprimer, c'est un problème".
"Etant donné que la Syrie est frontalière de l'Irak, et que l'Irak est situé dans une région difficile, nous nous concerterons étroitement avec (Bagdad) à l'avenir" au sujet de la Syrie, a ajouté le président américain.

Pour sa part, l sénateur américain John McCain a accusé Obama et Maliki d'avoir "échoué" à s'entendre sur une présence militaire américaine en Irak après 2011.
"Tous deux ont échoué dans leur responsabilité liée aux intérêts en matière de sécurité que nous partageons", a dit le sénateur républicain qui avait échoué lors de la présidentielle de 2008 face à Barack Obama.

John McCain a estimé qu'une "vision, un engagement et un leadership erronés à la fois à Washington et à Bagdad" avaient fait que "des considérations de politique nationale" prennent le pas sur un accord en vue d'une présence militaire américaine en Irak après 2011.

"Les sacrifices de nos deux peuples dans une guerre qui a été longue et coûteuse, les besoins des forces de sécurité irakiennes et les intérêts américains pour un Irak stable et démocratique appelaient au maintien d'une présence des troupes américaines après la fin de cette année", a dit M. McCain.
"Les progrès accomplis à la fois par les Irakiens et les Américains, à un coût tellement élevé et douloureux, courent maintenant un danger important. J'espère que je me trompe mais je crains que ce ne soit pas le cas".

http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=41356&cid=13&fromval=1&frid=13&seccatid=15&s1=1

Russie

"Zaftra" (journal russe) dévoile un rôle turc dans la coordination des actes de sabotage contre la Syrie.

Le journal russe "Zaftra" dévoile le rôle direct turc dans la coordination des actes de sabotage et de terrorisme contre la Syrie, précisant que la Turquie assume la responsabilité de la mise en exécution des mesures opérationnelles et des opérations particulières dans les territoires syriens.

Le journal précise que les déclarations du premier ministre turc et des ministres allemand, français et américain des Affaires étrangères montrent que ces derniers ont décidé d'utiliser le scénario libyen contre la Syrie, ajoutant que la décision des leader de la coalition occidentale de viser la Syrie avait été prise en 2003 au moins en proposant, alors, à la Syrie le désarmement d'une façon partielle en contrepartie de l'allégeance et de l'amitié avec l'Occident, chose refusée catégoriquement par le président Bachar al-Assad, ce qui a poussé le Congrès américain à élaborer la loi de la Syrian accountability Act et à imposer des sanctions contre Damas.

Le journal ajoute que la Turquie a joué un rôle essentiel dans la préparation méthodique des plans opérationnels pour renverser la Syrie, précisant que l'organisation et l'armement des groupes ont eu lieu dans les territoires turcs.

Le journal met en garde contre le rôle du département des renseignements psychologiques au sein des renseignements turcs pour viser la Syrie, précisant que ce département est responsable de servir les mass médias pour influer sur la sensibilisation et la conduite des gouvernements, des institutions et des individus dans les pays étrangers.

Le journal indique que ledit département œuvre actuellement en direction de la Syrie pour exécuter un plan d'effet psychologique opérationnel et tactique, soulignant l'existence d'un contact étroit avec les CIA et les renseignements français pour la coordination à cette fin.

Le journal précise que les autorités turques font entrer des groupes subversifs terroristes bien entraînés dans les territoires syriens et les photographient en tant que déserteurs, affirmant que ces groupes eux-mêmes qui mutilent les corps des soldats dévoués à leur patrie.

Le journal a enfin précisé que les Turcs, en tant que membres de l'OTAN, obtiennent des informations d'espionnage précises de la part des Etats-Unis et utilisent des outils d'espionnage produits par Israël et les Etats-Unis pour cet objectif.

11/12/2011

http://www.sana.sy/fra/55/2011/12/11/387551.htm

Tunisie

Le nouveau président tunisien contre une intervention étrangère en Syrie.

Le président tunisien Moncef Marzouki s'est prononcé contre une intervention étrangère en Syrie, vendredi sur la chaîne de télévision France 24 avant l'ouverture dans la soirée d'une réunion de l'opposition syrienne à Tunis.

"Bien sûr je suis contre une intervention étrangère en Syrie", a-t-il déclaré dans cette interview s'exprimant pour la première fois sur un sujet politique international depuis son élection mardi.

"Je suis désolé de voir la révolution syrienne glissée vers la violence (...) et j'espère que nos frères syriens à l'intérieur et à l'extérieur du pays vont s'unir et jouer leur rôle moral afin que cette révolution soit démocratique, pacifique, non ethnique et sans une intervention étrangère", a-t-il ajouté.

Le Conseil national syrien (CNS), qui représente la majorité des courants d'opposition au régime de Damas, se réunit pendant trois jours à Tunis pour mieux se structurer et accélérer la chute, jugée inévitable, du "régime criminel" de Bachar al-Assad.

M. Marzouki, un ancien opposant de gauche au président déchu Zine El Abidine Ben Ali, a été élu président pour un an par la nouvelle Assemblée constituante.
Cela dit, le président tunisien a appelé le roi du Bahreïn à se démettre de ses fonctions, répétant le slogan des manifestants qui ont protesté Jeudi, devant l'ambassade du Bahreïn en Tunisie, pour dénoncer les crimes des AlKhalifa contre le peuple bahreïni : Bahreïn libre .. libre.. Al Khalifa dehors !
La président Marzouki a affirmé son plein soutien au peuple du Bahreïn dans sa lutte contre la dictature de la famille des Al-Khalifa du Bahreïn !
«Le peuple du Bahreïn fait face à l'injustice d'un régime répressif et corrompu, comme ce fut le cas du peuple tunisien qui a réussi en fin de compte à triompher grâce à sa révolution, nous sommes cœur et âme, avec le peuple bahreïni jusqu'à sa victoire » a déclaré le président tunisien devant l'ambassade bahreïnie !
Et de poursuivre : « ce qui se passe à Bahreïn est une véritable révolution, le Bahreïn fait partie intégrante des révolutions du printemps arabe contre les tyrans, et les allégations du régime sur le caractère confessionnel de cette révolution ne pas sont vraies ».
Le président Marzouqi a souligné: « Ce qui se passe à Bahreïn n'a rien avoir avec la question des chiites et des sunnites, ce qui se passe à Bahreïn est un peuple qui rejette l'injustice et la corruption , et les accusations du régime contre cette révolution de sectarisme, est une arme qu'il utilise pour se justifier » !

17/12/2011

Al Manar

---

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

4-1 Louis Denghien : La-Télé nous offre 20 minutes « exceptionnelles » de désinformation et de bonne conscience sur Homs.
La chaîne d'info continue de Canal+, I-Télé avait annoncé pour sa « Grande Edition » de 22 heures 30 du mercredi 30 novembre un « document exceptionnel ». Il s'agissait d'un reportage exclusif – d'une durée de 10 minutes – tourné ces jours-ci par une équipe de journalistes de la chaîne, entrée « clandestinement » en Syrie depuis le Liban.

Le fait que cette escapade nous ait été annoncée comme un voyage au cœur de la « résistance » syrienne au régime répressif de Bachar al-Assad ne nous laissait à vrai dire guère d'illusion sur la teneur et la tonalité du « document exceptionnel »en question.

Et de fait, dans la couverture médiatique française des événements de Syrie, le reportage de Marc de Chalvron et de sa petite équipe n'a certes rien d'« exceptionnel ».

Au contraire, il est tout à fait « dans le moule » du politiquement correct.

Et, cela va sans dire, de la désinformation et du bourrage de crânes.

Résumons.

On suit donc de Chalvron plus ou moins planqué à l'arrière d'une voiture conduite par un « résistant » au visage flouté. Direction al-Qusayr (à une trentaine de kilomètres au sud-ouest de Homs).

En route, le chauffeur-combattant fait de la publicité, sans doute un rien mensongère, pour l'illustre ASL, montrant par exemple une sorte de muret endommagé et le présentant comme un check-point de l'armée conquis de haute lutte par ses camarades. On constate surtout, tout au long du voyage l'absence de l'armée ou de la police bachariste, pourtant censée quadriller la région.

Arrivés à al-Qusayr, on nous présente trois ou quatre types avec des effets militaires disparates qui brandissent fièrement un lance-roquette RPG conquis sur l'armée bachariste : des spécimens de l'Armée syrienne libre.

Ensuite, c'est une manifestation de l'opposition dans les rues de la ville : 15 000 personnes sur les 50 000 que compte la ville assure de Chalvron. Le plan « aérien » de la caméra ne suggère pourtant pas une telle affluence, on voit un millier de personnes peut-être. Lyrique, de Chalvron explique que ces hommes et ces femmes défilant sous le drapeau vert-blanc-noir de l'opposition ne sont armés que de leur courage. Heureusement, quelques pistoleros de l'ASL sont là pour « protéger » la population d'une éventuelle riposte de l'armée syrienne tout court….

Ensuite, caméras et micros se transportent à Homs, dans le quartier de Bab Amr, un des plus chauds de cette ville assez chaude elle-même : l'occasion de magnifier une fois encore la « résistance » et l'ASL. Les forces de répression bacharistes sont pour le moins discrètes : un ou deux véhicules blindés bleus et immobiles dans le télé-objectif. Et un ou deux bruits d'explosion. Un barbu « officier » de l'ASL explique que les troupes du régime bombardent un quartier à la fois. En tout cas, à Bab Amr, ce n'est pas Stalingrad, même si de Chalvron parle de 120 morts dans le quartier depuis le début de l'insurrection – on suppose que cette estimation lui a été fournie par des observateurs impartiaux. Ce n'est pas non plus Paris sous l'occupation allemande : dans une rue, en plein jour, une groupe de l'ASL a mis en batterie, à un barrage, une mitrailleuse assez lourde.

Du travestissement comme mode de représentation

Et c'est déjà fini. Et une fois de plus, les journalistes français – d'I-Télé en l'occurence – ont menti, par travestissement et omission, par manichéisme et bien-pensance. On a eu droit, une fois encore, à une sorte d' »imagerie d'Epinal » politiquement correcte, disons le mot, une « fiction », dans le sens professionnel médiatique du terme. Vous voulez que nous développions un peu ? Pas de problème !

Le reportage met littéralement et complaisamment en scène une opposition certes armée mais citoyenne, n'ouvrant le feu que sur les forces du Mal, pour protéger une population unanimement dressée contre le régime. Alors que nous recevons de nombreux témoignages, écrits et vidéos, montrant que beaucoup d'habitants de Homs vivent dans la crainte de ces bandes armées qui tirent au hasard, pas seulement sur les soldats – nous vous avons parlé hier (voir notre article « Le rapport de l'ONU sur la Syrie : une mauvaise odeur d'OSDH« , mis en ligne le 30 novembre) du petit Sari Saoud, abattu en pleine rue par un de ces tireurs fous de l'opposition radicale et dont al-Jazeera, renseignée sans doute par les même témoins impartiaux que Marc de Chalvron, a fait une victime du régime, avant que sa mère vienne dénoncer ce détournement de cadavre. Une opposition, des gangs qui multiplient les enlèvements plus ou moins crapuleux, plus ou moins religieux. Car à Homs, et de Chalvron n'en dit mot, les radicaux armés jouent volontiers à la guerre sainte, menaçant notamment les alaouites, dont trois ont été enlevés et tués en juillet dernier, déclenchant des heurts confessionnels sanglants qui ont duré plusieurs jours, avant que l'armée ne rétablisse un calme provisoire.

De cette réalité, des journalistes belges francophones, du quotidien La Libre Belgique et de la RTBF viennent d'ailleurs de témoigner (voir notre article « A Homs, la grande presse belge n'a pas vu la même chose que sa consoeur française« , mis en ligne le 29 novembre). Ils ne cachent rien, eux, du caractère violent, cruel même, de ces soit-disant combattants de la liberté qui mettent la ville, certains quartiers

comme Bab Amr en tout cas, en coupe réglée. C'est à croire qu'il existe en France une sorte de « micro-climat » médiatique, voué à la désinformation.

Et si l'armée régulière tire à Homs sur des immeubles, ce n'est pas pour abattre des ménagères et des enfants en train de dîner, mais pour répondre aux tirs de roquettes et aux rafales des ASL et autres islamistes déguisés en FFI démocrates. Aucun système, que ce soit à Washington ou à Paris ou à Damas, ne pourrait abandonner des villes à des bandes armées qui imposent leur loi sanglante et radicale. A Homs, des vidéos montrent les habitants acclamant les convois de l'armée.

Transformer des extrémistes sanguinaires en défenseurs des habitants, faire passer une insurrection de quartier pour le soulèvement général d'une cité d'un million et demi d'habitants, c'est faire oeuvre de propagande beaucoup plus que de journalisme de terrain. Non, décidément, à cet égard, le reportage d'I-Télé n'a vraiment rien d' »exceptionnel » !

Une ignorance et une bonne conscience de « pro »

Il n'y a pas grand chose à dire ou à retenir du « débat » d'une dizaine de minutes qui a suivi la diffusion de ce « reportage« , et associant les deux animateurs d'I-télé, Marc de Chalvron – que nous proposons d'ores et déjà, conjointement avec Sofia Amara, pour un Pulitzer de la désinformation – et l'inévitable opposant exilé, ému, « forcément ému ». Si, retenons quand même la mine et le verbe graves du présentateur Victor Robert, prononçant avec une solennité presque burlesque les mots de « peuple syrien » et de « résistance » comme s'il commentait un documentaire sur l'Occupation allemande.

Derrière cette infatuation, cette pose « concernée », on croit deviner une ignorance crasse des réalités syriennes : les rassemblements de masse pro-Bachar, fort de plusieurs centaines de milliers de syriens ? Connais pas ! Les centaines de policiers, militaires et civils tués depuis cinq ou six mois par les bandes armées ? Les actes de sauvagerie – mutilations, décapitations de soldats tombés entre leurs mains – commis par certains insurgés et attestés par des vidéos insoutenables ? Connais pas ! Le soutien logistique du gouvernement turc ou de la faction libanaise Hariri qui font passer armes et équipements divers aux insurgés, avec la bénédiction et l'appui de la CIA et, parait-il, de la DGSE de Sarkozy ? Connais pas ! Les inquiétudes exprimées à haute voix par les dignitaires religieux chrétiens de Syrie et du Liban face à la montée en puissance des radicaux sunnites ? Connais pas ! La ferme prise de position pro-Bachar du Grand mufti sunnite de Syrie, de fait la plus haute autorité religieuse du pays, et l'assassinat de son fils par des fanatiques armés ? Connais toujours pas ! La similitude effarante, à dix ans de distance, des processus de diffamation médiatique et diplomatique de l'Irak et de la Syrie, avec le même objectif poursuivi par les mêmes manipulateurs ? Pas remarqué ! Les leçons de démocraties données à Bachar par les tyranneaux couronnés du Golfe ? Hors sujet !

On ne dira pas assez combien l'ignorance et le conformisme sont devenus les deux mamelles de la pratique journalistique française depuis une bonne vingtaine d'années. Nous avions noté qu'une des vedettes de l'info d'I-Télé, Olivier Galzi, avait récemment fait preuve d'un embryon d'objectivité sur la Syrie. Un moment d'égarement, sans doute : l'ordre moral politique règne à nouveau sur I-Télé.

Louis Denghien,

le 1 décembre 2011

http://www.infosyrie.fr/decryptage/i-tele-nous-offre-20-minutes-%c2%ab-exceptionnelles-%c2%bb-de-desinformation-et-de-bonne-conscience-sur-homs/

4-2 Gaston PELLET : 3D du dimanche 27.11.2011 - A France Inter
Monsieur Paoli,
J'ai écouté durant une 1/2 heure votre émission 3D, hier dimanche, pour "me faire un idée", comme on dit.

Sans grande surprise, j'ai assisté à une mise en onde, une de plus, de la version officielle des événements de Syrie.

Votre invitée a longuement parlé des horreurs qu'elle a vues, vous l'y aviez conduite tout naturellement en débutant votre émission sur le thème, chaque jour asséné, "la répression sanglante", la "barbarie", la "sauvagerie du régime". Qu'il y ait des horreurs pendant les guerres, qui pourrait le nier ? Que votre intervenante, journaliste indépendante, ait vu des bras déchiquetés, des enfants tués, des femmes violées, des gens torturés, qui en douterait ?

Est-ce seulement cela, faire de l'information ?

Il me semble -c'est ce qu'on peut attendre du journalisme en tout cas- que faire de l'information ce n'est pas s'en tenir à une seule vision des faits, fut-elle celle de la version officielle. Mais rechercher, le plus "honnêtement possible", si cette expression a encore quelque valeur, la vérité sur une situation complexe, en interrogeant des témoins divers qui, forcément, s'ils ne sont pas triés, n'ont pas tous vu les mêmes choses selon les lieux et les circonstances. Les personne rencontrées peuvent par ailleurs avoir d'éventuels partis pris.

Vous avez évoqué en une phrase rapide ces correspondants (dont j'étais) qui vous ont envoyé des mails (personnellement je dirais des courriels mais passons...), souvent argumentés, avez-vous précisé me semble-t-il, pour vous dire que les événements ne sont pas tels que les médias les présentent et que ceux-ci mentent. Vous vous êtes empressé de parler d'autre chose mais on ne pourra pas prétendre que vous l'avez passé sous silence.

Faire de l'information, à mon sens, aurait imposé que, parallèlement au reportage de la journaliste et aux dires de la représentante parisienne des "opposants", vous exposiez la ou les versions qui vous sont proposées par ces internautes, quasiment seuls à pouvoir disposer d'informations alternatives mais non moins fiables (on sait que ce n'est pas l'avis du monde journalistique !). Une question s'impose donc : pourquoi n'avez-vous pas invité des gens de retour de Syrie qui ont vu des choses diamétralement opposées à celles qui nous ont été rabâchées sans fin ? Il y en a.

Votre thèse, celle des médias et du pouvoir, est simple : s'il existe bien une opposition armée (qui doit faire des morts logiquement, non ?) elle est composée seulement de déserteurs, les personnes tuées sont des manifestants (civils et pacifiques, on suppose), le pouvoir syrien pratique la répression, "sanglante" cela va sans dire, en utilisant la police, l'armée, des mercenaires... et aussi, en bon français, des snipers.

On reproche à un juge d'instruction partial instruire uniquement à charge, il faudrait s'intéresser aux juges d'information que sont les journalistes, en quelque sorte, qui n'informent la plupart du temps qu'à charge. C'est-à-dire, en occurrence, qu'en chargeant le pouvoir qui, géopolitiquement, ne convient pas au camp impérialiste auquel nous appartenons, hélas. Avant-hier l'Irak ou la Yougoslavie, hier la Libye, aujourd'hui la Syrie. Demain l'Iran.

La réalité, je ne pense pas que vous puissiez l'ignorer, est que "l'armée syrienne libre", composée ou non de déserteurs qui ne la rendent pas pour autant légitime, est bel et bien une armée et qu'elle fait des victimes, plus de 1100 policiers et militaires, chiffre qui n'est guère diffusé mais incontesté, probablement aussi des civils, que des groupes religieux armés sévissent depuis l'origine et qu'ils ont pris naissance en zones frontalières (est-ce un hasard ?), que l'ensemble de la population n'est pas derrière eux, que les chrétiens notamment, dont vous vous n'avez jamais parlé, rejettent les violences contre le régime et enfin, surtout, que des puissance extérieures sont à la manœuvre par Turquie interposée dont

Israël bien évidemment. Sur ce point, je vous renvoie à l'énorme, le monumental aveu de M. Bernard-Henri Lévy à propos de son engagement libyen dans l'intérêt de l'Etat juif, aveu autour duquel on s'est bien gardé de faire du bruit alors qu'il devrait pourtant ouvrir les yeux de ceux qui ne les ferment pas sciemment, à condition d'en parler sur les radios et sur les télés. Israël est toujours en état de guerre avec la Syrie dont il occupe une partie du territoire, faut-il le rappeler...

Face à cette situation, pouvez-vous imaginer qu'un pouvoir, quel qu'il soit, resterait les bras croisés ? Je vous pose vraiment la question. Ce même pouvoir affrontant une opposition armée exerce-t-il la répression "sanglante" d'un peuple ou se trouve-t-il impliqué dans une guerre civile ? Je vous pose vraiment la question. De même que je vous pose aussi vraiment la question : quand en reviendra-t-on (ou en viendra-t-on) à une information qui se permette de s'interroger sur la propagande ?

Oui, je vous pose vraiment toutes ces questions.

Nul ne doute, ou plutôt nul ne devrait douter s'il était informé, que tout cela est orchestré pour former les opinions à l'acceptation d'une intervention, plus ou moins armée, des "Occidentaux" dans le but d'abattre ce régime et/ou son dirigeant, comme pour la Libye.

Je vous remercie de m'avoir lu jusqu'au bout,avec mes meilleurs sentiments et toute ma sincérité.

Gaston PELLET - 28 novembre 2011

PS. J'aime beaucoup la Syrie que je connais mais je n'ai aucune sympathie particulière pour l'Etat syrien.

27.11.2011 -

http://french.peopledaily.com.cn/International/7672331.html

4-3 Jihad Makdessi : La Syrie fait l'objet d'une "guerre médiatique".
Le porte-parole du ministère syrien des Affaires étrangères, Jihad Makdessi, a déclaré vendredi que son pays faisait l'objet d'une "guerre médiatique" et a accusé les médias américains d'avoir déformer les propos du président syrien Bachar al-Assad en tronquant les citations tirées de son entretien avec ABC et en les sortant de leur contexte.
Jihad Makdessi a déclaré que le discours d'al-Assad avait été en grande partie déformé par ABC et plus généralement par les Etats-Unis. Il a souligné que la chaîne de télévision avait le droit de faire des montages, mais pas de déformer les faits.
"Ils essaient de diaboliser la Syrie, [...] c'est une guerre médiatique", a déclaré M. Makdessi.
Le porte-parole a diffusé des extraits de l'interview accordée par le président syrien à ABC News, en faisant remarquer que l'entretien avait duré environ 45 minutes, mais que seulement 15 minutes avaient été diffusées.
"Ils ont essayé de cibler la Syrie économiquement, politiquement, et même dans le domaine religieux", a-t-il dit.
Selon M. Makdessi, le président al-Assad a cité des chiffres concernant les civils qui ont été tués et évoqué la manière dont ils ont été tués, "mais rien n'a été diffusé en dehors des expressions 'loin de la réalité' et 'irrationalité'".
Le président al-Assad est "horrifié et attristé" par les violences en cours dans le pays, a dit M. Makdissi.
Le porte-parole syrien a déclaré que le président al-Assad avait donné instruction depuis le début des manifestations de ne tirer sur personne. Le président a seulement donné ordre d'appliquer la loi, mais la Constitution interdit l'usage des armes à feu, a-t-il précisé.
Citant le président al-Assad, M. Makdessi a déclaré que l'utilisation de fusils automatiques par quiconque était considéré comme une violation de la loi, qu'il y avait eu des violations dans certains cas, et que les responsables avaient été punis.

"Nous lançons un appel au monde extérieur et à nos frères dans le monde arabe, nous leur demandons d'aider la Syrie à travers leurs bons offices, et d'arrêter les diverses incitations et provocations en cessant en particulier de faire passer des armes en Syrie, d'envoyer des téléphones Thuraya [utilisant la technologie de la téléphonie directe par satellites], d'exercer des pressions, de prendre des sanctions, d'acculer la Syrie, [...] tout cela n'aide pas la Syrie", a par ailleurs souligné le porte-parole.
"Nous voulons que tous à l'extérieur soutiennent l'évolution en Syrie. [...] Nous ne voulons pas qu'ils soutiennent la confrontation armée en Syrie", a-t-il conclu.

Source: xinhua

Mise à jour 11.12.2011 10h32

Mossad versus Assad ?
4-4 Webster Tarpley : « Les escadrons de la mort de la CIA derrière le bain de sang en Syrie. »
http://www.comite-valmy.org/spip.php?article2044(voir video)

L'ambassadeur américain en Syrie Robert Ford S. est, selon des sources fiables, l'agent clé du département d'Etat qui a été responsable du recrutement des Arabes des "escadrons de la mort" (financés par la CIA) affiliés aux unités d'Al Quaida en Afghanistan, en Irak, au Yémen , et en Tchétchénie pour lutter contre l'armée syrienne et les forces de police dans la Syrie assiégé.

L'Occident fait de son mieux pour déstabiliser la situation en Syrie, dit l'auteur et journaliste Webster Tarpley, à R . Selon lui, les civils ont affaire à des escadrons de la mort et au terrorisme aveugle, ce qui est typique de la CIA.

« Ce que les syriens moyens disent de cela, de quelque groupe ethnique qu'ils soient, c'est qu'ils se sont fait tirer dessus par des snipers. Les gens se plaignaient des snipers terroristes qui tirent sur des civils. Du terrorisme aveugle, dans l'unique but de déstabiliser le pays. Je n'appellerais pas cela une guerre civile - c'est un terme très trompeur. Ce que nous avons ici sont des escadrons de la mort. Nous avons affaire à des commandos terroristes, ce qui est une méthode typique de la CIA. Dans ce cas, c'est une production conjointe de la CIA, du MI6, du Mossad. Il y a de l'argent en provenance de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et du Qatar ", a-t-il expliqué.

Il a ajouté que la société syrienne est la société la plus tolérante au Moyen-Orient. Le seul endroit où toutes sortes de gens vivent ensemble en une harmonie remarquable : musulmans et chrétiens de toutes sortes.

"C'est un modèle de coexistence pacifique de différents groupes ethniques. La politique américaine actuelle est de briser le Moyen-Orient selon des lignes ethniques ", a-t-il ajouté.

La pouvoir d'Assad est de plus appelé illégitime. Mais les États-Unis et l'Europe (l'UE, NdT) ne semblent pas concernés par le fait que se débarrasser du président syrien pourrait causer encore plus de violence, comme cela a été vu en Égypte, croit Tarpley.

" Après que la Libye soit devenue un bain de sang avec les 150.000 morts, et avec l'Égypte qui montre actuellement ce qu'il en était depuis le début - il n'y avait pas de révolution là, cela a été un échec complet, et les gens commencent à le comprendre. Pourtant, Mme Clinton et Mme Rice (sic) continueront à pousser ce modèle failli de la « révolution de couleur » soutenue par des troupes terroristes - les gens d'Al-Qaïda et les Frères musulmans.

Il y a un mouvement grandissant à l'intérieur de la communauté musulmane, qui dit « Nous voulons la réconciliation, nous voulons la loi et l'ordre et nous voulons la légalité" , a-t-il dit.

* Webster Tarpley faisait partie du premier groupe de journalistes avec lequel notre ami Claude Beaulieu s'est rendu en Syrie.

& commentaire
24 novembre 2011 13:50, par NC

Juste une remarque ; il est écrit :

« …Pourtant, Mme Clinton et Mme Rice (sic) continueront à pousser ce modèle failli de la « révolution de couleur » soutenue par des troupes terroristes - les gens d'Al-Qaïda et les Frères musulmans… »

Question : pourquoi cette caractérisation de « modèle failli » ?

Puisque ça marche ! Le but est en général atteint, comme l'a montré tout récemment le cas Libyen.

En fait il doit être quasiment impossible de contrer efficacement un tel plan : l'adversaire possède tous les moyens nécessaires (y compris le soutient de la fameuse « communauté internationale »), il est absolument sans scrupules et ne recule devant aucune exaction pour arriver à ses fins.

Seul un vrai Pouvoir Populaire mobilisant chaque citoyen peut arriver à bout d'une telle invasion. Les forces constituées (Armée, Police) ne sont que d'une efficacité restreinte

Webster Tarpley *
23 novembre 2011, par Comité Valmy

http://www.comite-valmy.org/spip.php?article2044(voir video)

4-5 Thierry Meyssan : «L'expression printemps syrien est une pure fiction».
Thierry Meyssan est un journaliste français et président du Réseau Voltaire. Il est connu pour ses articles et positions polémiques sur les questions internationales et les conflits armés. Il a été un des journalistes à avoir ouvert la polémique sur les attentats du 11 septembre 2001 avec son livre intitulé l'Effroyable imposture. Un livre qui a dénoncé cet attentat en le qualifiant de «complot», attribuant la responsabilité à «une faction du complexe militaro-industriel».

Il est très présent dans les médias russes, latino-américains et moyen-orientaux, où il est présenté comme un «dissident» ou un «révolutionnaire». Fondateur du Réseau Voltaire, dont le principal objectif est celui de la «défense de la liberté d'expression et de la laïcité», le journaliste Thierry Meyssan, répond dans cet entretien à plusieurs questions en rapport avec la situation de la Syrie, pays où il effectue, actuellement, une enquête sur les derniers évènements politiques.

Le Temps d'Algérie : Vous êtes un des rares journalistes à être présent en Syrie et à apporter un témoignage décalé sur la situation sur le terrain.

Qui croire, M. Meyssan, et quelles sont, selon vous, les raisons du décalage entre la version dominante sur les événements en Syrie et celle de témoins neutres, dont vous faites partie, dont la voix ne porte pas et semble frappée de soupçons de complaisance, y compris au sein

même de la corporation des journalistes ?

Thierry Meyssan : Les Occidentaux dominent l'information. Dans les années 1970, l'Unesco a remis en cause cette domination provoquant la furie des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Cette tentative a échoué et, au fil du temps, la situation a empiré : aux agences de presse se sont ajoutées des chaînes satellitaires. Désormais, AP, Reuters, AFP, BBC, CNN, France24, Al-Jazeera, Al-Arabiya ont une telle puissance qu'ils peuvent intoxiquer l'ensemble du public.

Ces médias se citent et se répondent, donnant l'impression fallacieuse d'une information recoupée, confirmée.
La situation en Syrie est simple : les puissances occidentales et leurs alliés ont décidé de renverser le gouvernement de Bachar El-Assad et de détruire son pays.

Ils livrent, actuellement, une guerre non-conventionnelle avec des combattants infiltrés qui tentent de provoquer une guerre civile confessionnelle de manière à ouvrir la voie à une intervention militaire conventionnelle. Durant cette période, les Occidentaux montent un dossier juridique contre la Syrie pour légaliser la guerre qu'ils veulent entreprendre. A cette fin, leurs médias inventent une histoire effrayante de révolution et de répression de masse.

Il n'y a aucun rapport entre la fiction développée par les médias impérialistes et la réalité sur le terrain. Ce n'est pas que ces médias ont exagéré des faits, c'est qu'ils les ont inventés.

Comment analysez-vous la situation actuelle de la crise syrienne ? Estimez-vous que les revendications de la population sont d'ordre démocratique où social ?
Il y a en Syrie une opposition intérieure qui milite pour des changements profonds et une alternance démocratique après des décennies de pouvoir du parti Baas. Cette opposition, qui a été réprimée par le passé, participe aujourd'hui au «Dialogue national» : des tables rondes avec le gouvernement qui sont retransmises en direct à la télévision. Les deux parties profitent de la crise pour éliminer l'influence de la vieille garde : pour les leaders de l'opposition comme pour le président El-Assad, c'est le moment des réformes.

Il y a, également, en Syrie un courant takfiriste, très marginal, mais très violent. Il exige que le pays soit gouverné par des sunnites orthodoxes. A l'appel de prédicateurs saoudiens, il entend égorger les «usurpateurs alaouites». Il affirme que, s'il le faut, un tiers des Syriens doit mourir (les chiites, alaouites, druzes, ismaélites, chrétiens…) pour que les deux autres tiers gouvernent sans partage.

Il est probable que s'ils arrivaient au pouvoir après avoir massacré les autres confessions, ils poursuivraient leur épuration en jetant l'anathème sur les autres écoles théologiques sunnites.
Il existe, enfin, une opposition fabriquée à l'étranger et sponsorisée par les Occidentaux pour habiller un «changement de régime». Ces gens ne font pas mystère de leurs ambitions ni de leurs stratégie. Ainsi Abdelhakim Khaddam a déclaré à la presse israélienne qu'il rentrerait en Syrie «sur la tourelle d'un char américain» (sic).

La Ligue arabe a initié une voie de dialogue avec le gouvernement syrien, mais elle a échoué, selon certaines parties, en raison du refus de Damas à appliquer les principes de cette démarche. Quelles sont, selon vous, les raisons qui ont empêché la réussite de la démarche entreprise par la Ligue arabe ?
La Ligue arabe est aux mains de ceux qui la financent : les Etats du Conseil de coopération du Golfe. Elle agit ici comme elle avait commencé à le faire avec la Libye. Elle ouvre la voie à la recolonisation de la région. Si la Ligue arabe avait voulu sincèrement le dialogue, elle n'aurait pas suspendu la Syrie de son organisation avant la fin de la période convenue pour la mise en application des engagements mutuels. La chronologie est indiscutable : ce n'est pas la Syrie qui a rompu le dialogue, c'est la Ligue qui a violé ses propres engagements, puis ses propres statuts.

Quelles seront, d'après vous, les conséquences des sanctions prises par l'Organisation panarabe sur la Syrie. Le peuple syrien sera-t-il touché et à quel degré ?

Ce qui est appelé «sanctions» ne sanctionne rien du tout. C'est un ensemble de mesures pour assiéger la Syrie et l'affaiblir avant de l'attaquer. Elles ne ressortent pas de la diplomatie, mais de l'action militaire préalable.
Les Occidentaux ne peuvent réaliser ce siège seuls.

Ils ont besoin de l'aide des Etats riverains et ils l'ont en partie obtenue. Les mesures de la Ligue arabe s'ajoutent à celles de l'Union européenne et des Etats-Unis. D'ores et déjà, on assiste à un effondrement du niveau de vie, mais à aucune pénurie. En effet, l'import-export est devenu presque impossible avec l'Europe et l'Amérique du Nord, mais la Syrie est autosuffisante en de nombreux domaines, dont l'alimentation. En réponse, la Syrie est en train de créer de nouvelles voies commerciales avec la ChineCompte tenu de l'interdiction bancaire, ces échanges ont lieu sous forme de troc. Les besoins des deux pays ne

correspondant pas tout à fait, l'Iran joue le rôle de troisième partenaire dans ce troc. Le choc du siège devrait donc être en grande partie amortie dans les prochains mois, seul le tourisme restera sinistré.

Selon vous, pourquoi certains partis d'opposition n'ont pas voulu s'inscrire dans la démarche de réforme entreprise par le gouvernement syrien ? S'agit-il d'un manque de confiance ?
La seule force d'opposition représentative, qui ne milite pas pour une alternance politique, mais pour un «changement de régime»,

ce sont les Frères musulmans. La branche syrienne de la confrérie marche sur les pas de la branche libyenne : dans sa quête du pouvoir, elle a noué une alliance objective avec l'impérialisme. Son programme vise prioritairement à l'établissement d'un régime islamique, tandis qu'elle remet à plus tard la libération du Moyen-Orient, en général, et de la Palestine, en particulier.

Des analystes n'hésitent pas à remettre en cause le «printemps syrien» estimant que le problème syrien, d'ordre interne, est amplifié par des pays connus pour leur volonté de nuire à la stabilité de la Syrie. Quel est votre avis
à ce sujet ?
L'expression «printemps syrien» vise à faire croire en l'existence d'un mouvement populaire révolutionnaire. C'est une pure fiction. Il n'y a eu aucune manifestation importante en Syrie contre le «régime». On assiste, par contre, à de petites manifestations de quelques centaines de personnes au cri de «A mort Bachar !». Elles ne sont pas le fait de démocrates, mais de takfiristes. Et elles ne sont pas réprimées.

Les médias étrangers, notamment les chaînes satellitaires, sont accusés par le gouvernement syrien d'être à l'origine de l'amplification de la révolte populaire. Peut-on croire à cette accusation ? Quelle est justement la part de responsabilité des médias dans la crise syrienne ?
Ce n'est pas exactement cela. Le gouvernement n'accuse pas les médias pro-impérialistes de pousser le peuple à la révolte. Il les accuse de mettre une fiction en image. La plupart des vidéos de téléphones cellulaires qui sont diffusées par ces médias sont des images de fiction.

Souvenez-vous que lors de la guerre contre la Libye, j'avais révélé à l'avance qu'Al-Jazeera avait fait construire un studio à ciel ouvert pour reproduire la Place Verte. Lors de la bataille de Tripoli, Al-Jazeera a effectivement diffusé des images de fiction, tournées dans ce studio, pour faire croire que les «rebelles» étaient entrés dans la ville, alors qu'on en était à la phase de bombardements intensifs et que les «rebelles» ne sont arrivés que trois jours plus tard.

Et vous vous souvenez qu'entre les images de propagande d'Al-Jazeera et la chute de la capitale, Seif el-Islam a été acclamé sur cette place par ses partisans qui ne l'avaient jamais quittée.

Dans cette affaire, les médias pro-impérialistes – dont Al-Jazeera – ont acquis un savoir-faire technique pour créer des mensonges. Et ils ne s'en privent pas.

Selon certaines analyses, les deux véritables révolutions dans le monde arabe sont celles de la Tunisie et de l'Egypte. Dans ces deux cas, les pays occidentaux n'ont pas appelé au départ de Ben Ali et de Moubarak, encore moins à l'intervention étrangère. Les communiqués et les déclarations des officiels occidentaux étaient tellement prudents que des médias ont dénoncé, sinon leur complicité, au moins leur attentisme. A ce propos, il y a lieu de rappeler les déclarations de l'ex-ministre française des Affaires étrangères Michel Alliot-Marie de soutien au régime de Ben Ali dans la répression des manifestants, jusqu'à vouloir dépêcher des avions pleins de bombes lacrymogènes et autres moyens de répression. Qu'en pensez-vous ?
Les Etats-Unis souhaitaient se débarrasser de Ben Ali et de Moubarak qui n'étaient plus assez dociles. Ils ont donc créé les conditions de ces révolutions. Mais lorsqu'elles ont eu lieu, ils ont été dépassés par la colère populaire. Ils ont essayé par tous les moyens de la canaliser, mais les événements leur ont échappé.

Le déclencheur profond de ces révolutions, c'est la spéculation sur les denrées alimentaires organisée par Washington dans les années précédentes jusqu'à provoquer des famines localisées dans ces deux pays. A ce moment, tous les commentateurs politiques ont pronostiqué une révolution. Pourtant, tout le monde a été surpris quand cela a eu lieu parce que personne n'avait anticipé la manière dont les gens réagiraient. La CIA a immédiatement envoyé ses équipes de «révolutions colorées» pour reprendre en main la situation, mais tout cela était plaqué, improvisé, et a échoué.

Dans ce contexte, peut-on dire que les révoltes tunisienne et égyptienne, d'essence populaire, ont été exploitées pour renverser le gouvernement libyen et tenter de reproduire le même scénario en Syrie ?
Oui, les médias occidentaux font croire à leurs spectateurs que le monde arabe est un bloc homogène. S'il y a une révolution dans deux pays, il doit y en avoir partout. Ils nous expliquent que les Européens ont eu tort de ne pas soutenir les Tunisiens et les Egyptiens et voulu se rattraper en soutenant les Libyens et les Syriens.

Mais la vérité, c'est qu'ils ont tout fait pour écraser les révoltes en Tunisie et en Egypte dès qu'ils ont vu qu'elles menaçaient leur domination, et qu'ils font tout en Libye et en Syrie pour imposer leur domination.

Quel est également le poids de la Russie et de la Chine dans le règlement de la crise syrienne ? Pensez-vous que les deux puissances seront capables de faire face à la pression des pays occidentaux exercée sur le gouvernement syrien, d'autant plus que Moscou s'est dit favorable à la solution proposée par les pays du Golfe au président Saleh
du Yémen ?
Les intérêts de la Russie sont directement menacés par l'agression occidentale contre la Syrie. Pas du tout parce que Moscou se sentirait concerné par la lutte contre le sionisme, mais pour deux raisons fondamentales.
Premièrement, Moscou ne dispose que d'une seule base navale en Méditerranée : le port de Tartous. Si la Russie perd cette facilité, elle perd toute liberté dans cette mer et sa flotte de la mer Noire, bloquée derrière les détroits, sera l'otage de la Turquie.

Deuxièmement, si les Occidentaux contrôlent la Syrie, ils y feront passer un gazoduc qui permettra aux Européens d'acheter le gaz du Golfe et d'Asie centrale au lieu du gaz russe. Ce sera l'effondrement de Gazprom et de l'économie russe.

Qu'est-ce qui empêche, selon vous, le président Al Assad d'organiser une élection présidentielle anticipée dans laquelle il sera candidat au même titre que les autres opposants ?
Pour le moment, le pays affronte une guerre non conventionnelle. Des milliers de combattants, principalement étrangers, tentent de le déstabiliser. Ce n'est guère propice à un scrutin démocratique. Le président el-Assad a été élu sous l'emprise de l'ancienne constitution. Je suis certain qu'il remettra son

mandat en jeu lors d'une élection présidentielle anticipée ou lors d'un référendum, dès que la situation sera stabilisée.

Quel est justement le poids des figures de l'opposition syrienne ? Sont-elles capables de diriger le pays et de sauvegarder leur indépendance, sachant que la Syrie a été toujours secouée par des tentatives de déstabilisation ?
Il est tout à fait possible que l'opposition syrienne intérieure dispose de leaders capables de diriger le pays et d'assumer une alternance politique, il est trop tôt pour en juger. Par contre, quand ils ont été reçus à Moscou le mois dernier, ces leaders ont d'abord remercié les Russes pour avoir usé de leur veto au Conseil de sécurité et fait échec à la guerre conventionnelle. Ils ont donc fait preuve de leur patriotisme.

Comment analysez-vous également le rôle de la Turquie dans la gestion de ce conflit ? Pour certains spécialistes, la Turquie est devenue le porte-parole des Etats-Unis d'Amérique dans la région. Les Américains considèrent d'ailleurs le mouvement d'autonomie du Kurdistan comme une organisation terroriste au même titre qu'Ankara...
Une altercation à Davos et quelques phrases à propos de la Flottille de la Liberté ont suffi à faire oublier que la Turquie est membre de l'OTAN. L'élimination du réseau Ergenekon n'a rien changé à la domination en sous-main des Etats-Unis dans ce pays. La preuve : la Turquie vient d'accepter le transfert sur son sol des bases militaires que l'OTAN entretenait en Espagne.

De plus, elle laisse construire sur son sol de nouvelles installations radars dirigées contre l'Iran.
Quand aux organisations kurdes, tout le monde joue avec elles. L'Armée turque garde Öcallan sur une de ses bases et l'agite dès que le pouvoir civil lui tient tête. Des écoutes téléphoniques dans l'affaire Ergenekon ont largement illustré les complicités secrètes entre l'état-major turc et le PKK. Les Israéliens utilisent aussi les Kurdes.

Je vous rappelle par exemple que Netanyahu avait pu donner l'ordre d'attaquer simultanément la Flottille par Tsahal et une base navale turque par le PKK. Ankara n'a toujours pas compris que ses alliés historiques, Washington et Tel-Aviv, ont besoin d'une Turquie solide pour défendre leurs intérêts au Proche-Orient, mais ne veulent pas qu'elle soit forte.

Si on devait mettre en perspective les événements qui secouent le monde arabe et musulman, quelle lecture en faites-vous ? Faut-il penser qu'il y a une stratégie derrière tout cela ? Si tel est le cas, pourquoi ? L'habillage de ces mouvements est qu'il répond à un désir de démocratie. Dans ces conditions, comment expliquez-vous que des pays comme les monarchies du Golfe soient épargnées ?
Où est la liberté ? En Europe avec la bureaucratie bruxelloise anonyme, la pensée unique et le musellement des médias ? Aux Etats-Unis avec le Patriot Act, la torture et Guantanamo ? Non.

Nous sommes sous le joug d'un système de domination globale et les seules révolutions authentiques sont celles qui luttent d'abord pour la souveraineté nationale. La démocratie, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui en Occident, n'a plus grand rapport avec le projet des penseurs du XVIIIe siècle. Elle est corrompue par les lobbys et les ingérences de toutes sortes. Elle n'est plus qu'un leurre. L'Occident n'est plus un modèle démocratique et assoie sa domination sur le reste du monde en combattant la démocratie partout où des peuples lui tiennent tête.

Les révolutions en Tunisie et en Egypte ont été des mouvements à la fois sociaux et politiques. Les Tunisiens et les Egyptiens s'en sont d'abord pris aux présidents Ben Ali et Moubarak, mais ils ont parfaitement intégré que ce n'étaient que des fantoches et que rien ne changera tant que les structures de dépendance ne seront pas renversées.

Les monarchies du Golfe sont hétérogènes. Cependant, les plus puissantes tirent exclusivement leur fortune du commerce d'hydrocarbures qu'elles entretiennent avec l'Occident. Elles n'ont donc pas besoin d'être occupées militairement pour être vassalisées, il suffit qu'elles préfèrent le confort à la liberté. Là

encore, le système de domination privilégie les gouvernements les plus impopulaires (Arabie saoudite, Bahreïn…) parce qu'ils sont les plus dépendants.

F. B

http://www.letempsdz.com/content/view/67301/1/.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19